



COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 9 JUILLET 2018

Ouverture de la séance : 20h25.

Etaient présents : Bernard CHATAIN, Véronique LACOSTE, Gérard GRANGE, Ginette COQUET, Michel JARICOT, Danielle CREPEAU AUGROS, Bruno ROBIN, Sylvie BROYER, Robert PERRIER-DAVID, Valérie CHIPIER, Daniel ABAD, Pascal TRILOFF, Catherine CERRO, Béatrice BOUTEMY, Christophe LASNIER, Monique TALEB, James PEDRON, Marie-France PILLOT.

Michel JARICOT, arrivé en cours de séance, n'a pas pris part au vote des cinq premiers points inscrits à l'ordre du jour de la séance.

Membres absents ayant donné pouvoir : Patrick FONTES donne pouvoir à Michel JARICOT, Olivier PICOT donne pouvoir à Pascal TRILOFF.

Membres absents excusés : Mireille BROSE-AVITABILE, Jean TRUFFET.

Membres absents : Caroline BAYART, Gaëlle HOUSSAYE, François DEMOLIERE, Martine CHIPIER.

Secrétaire : Marie-France PILLOT.

Le compte-rendu du Conseil municipal du mercredi 2 mai 2018 est approuvé à l'unanimité des membres présents ou représentés.

Le Conseil Municipal désigne comme secrétaire de séance, Madame Marie-France PILLOT, Conseillère.



FINANCES

OBJET : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'OGEC DE L'ECOLE PRIVEE SAINT-JULIEN COMPLEMENTAIRE AU FORFAIT COMMUNAL 2018.

Vu la délibération n°2018-05-02/01 du Conseil municipal de la commune de Soucieu-en-Jarrest du 2 mai 2018 portant attribution du forfait communal 2018 à l'OGEC de l'école privée Saint-Julien,

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil municipal a décidé d'attribuer à l'OGEC de l'école privée Saint-Julien au titre du forfait communal 2018 la somme de 47 685.68 €.

Cette dotation forfaitaire baisse significativement par rapport à l'exercice 2017. Le caractère non anticipable de cette baisse a une incidence non négligeable sur les prévisions budgétaires établies par l'OGEC de l'école privée Saint-Julien.

Monsieur le Maire indique par ailleurs que la délibération susvisée fait état du versement ultérieur d'une subvention exceptionnelle à l'OGEC de l'école privée Saint-Julien.

Il est proposé au Conseil municipal de procéder au versement d'une subvention exceptionnelle de 15 000 € à l'OGEC de l'école privée Saint-Julien.

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré :

- **DECIDE** du versement d'une subvention exceptionnelle à l'OGEC de l'école privée Saint-Julien pour un montant de 15 000 €,
- **DIT** que la dépense sera prélevée sur le compte 6574 du budget primitif 2018.

Dans les conditions suivantes :

Pour : 15,

Contre : 2,

Abstention : 1.

OBJET : DECISION MODIFICATIVE N°1 AU BUDGET COMMUNAL 2018.

Monsieur le Maire expose que :

- La prévision budgétaire associée à la contribution de la commune au Fonds National de Péréquation des Ressources Communales et Intercommunales inscrite au compte 739223 est insuffisante. Il convient d'augmenter les crédits prévus de 7 500 € (section de fonctionnement),
- La subvention complémentaire qui sera versée à l'OGEC de l'école privée Saint-Julien ne peut se caractériser comme étant une contribution obligatoire, en ce sens il est proposé d'abonder le compte 6574 à hauteur de 15 000 € (section de fonctionnement),
- Des réparations sur le tractopelle de la commune doivent être effectuées pour un montant de 8 728.44 €. Au regard de cette dépense imprévue, il est proposé d'augmenter les crédits du compte 61551 de 9 000 € (section de fonctionnement),
- Les frais de peinture routière associés au marquage au sol sur la commune ont été inscrits au budget primitif 2018 au compte 2312, cette dépense ne pouvant être prise en charge en investissement, il est proposé d'augmenter les crédits du compte 615231 à hauteur de 15 000 € (section de fonctionnement), les crédits prévus au compte 2312 (section d'investissement) étant diminués du même montant,
- Une modification de l'inscription budgétaire réservée au Fonds d'Initiatives Culturelles (compte 6574) à hauteur de 4 000 € doit être effectuée afin de l'inscrire au compte 6232 (section de fonctionnement),
- Le montant du FCTVA associé aux dépenses de fonctionnement éligibles en n-2 prévu au compte 10222 (recettes d'investissement) doit être inscrit au compte 744 (recette de fonctionnement). Il est donc proposé d'inscrire la somme de 3 600 € au compte 744,
- Les dépenses associées à la procédure de révision du PLU (frais de reproduction et frais d'insertion – compte 202) doivent être réévaluées. En ce sens, il est proposé d'augmenter les crédits prévus au compte 202 de 14 000 € (section d'investissement).

SECTION DE FONCTIONNEMENT					
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT					
compte	chapitre	fonction	intitulé du compte	O/R	Montant (€)
022	022	01	Dépenses imprévues	R	- 9 000 €
023	023	020	Virement à la section d'investissement	O	- 37 500 €
615231	011	822	Entretiens et réparations voiries	R	+ 15 000 €
61551	011	822	Matériel roulant	R	+ 9 000 €
6232	011	024	Fêtes et cérémonies	R	+ 4 000 €
6283	011	212	Frais de nettoyage des locaux	R	+ 3600 €
6574	65	025	Subvention aux associations	R	- 4 000 €
6574	65	213	Subvention aux associations	R	+ 15 000 €
739223	014	01	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	R	+ 7 500 €
TOTAL					+ 3600 €

SECTION DE FONCTIONNEMENT					
RECETTES DE FONCTIONNEMENT					
compte	chapitre	fonction	intitulé du compte	O/R	Montant (€)
744	74	01	FCTVA	R	+ 3 600 €
TOTAL					+ 3600 €

		SECTION D'INVESTISSEMENT				
		DEPENSES D'INVESTISSEMENT				
compte	chapitre	Opération	fonction	intitulé du compte	O/R	Montant (€)
202	20		020	Frais de réalisation des documents d'urbanisme et de numérisation du cadastre	R	+ 14 000 €
2312	23		822	Immobilisations en cours - Agencements et aménagements de terrains	R	- 15 000 €
2313	23	326	251	Immobilisations en cours – constructions	R	- 36 500 €
		TOTAL				- 37 500 €

		SECTION D'INVESTISSEMENT				
		RECETTES D'INVESTISSEMENT				
compte	chapitre	opération	fonction	intitulé du compte	O/R	Montant (€)
021	021		020	Virement de la section de fonctionnement	O	- 37 500 €
		TOTAL				- 37 500 €

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver cette Décision Modificative n°1 au budget primitif 2018 dans les conditions susmentionnées.

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** les modifications proposées,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre l'ensemble des mesures administratives et comptables se rapportant à la décision modificative n°1 au budget primitif 2018.

OBJET : ADMISSION DE TITRES EN NON VALEUR.

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal que la trésorerie de Mornant a transmis une liste de titres irrécouvrables pour un montant total de 342.66 € afin que le conseil municipal statue sur leur admission en non valeur.

Il rappelle que l'admission en non valeur ne décharge pas le redevable de sa dette mais libère le comptable de son obligation de poursuite. Le recouvrement peut être ultérieurement repris si le débiteur retrouve une situation financière qui le permet.

Les références des titres concernés sont exposées dans le tableau ci-après :

N°	Exercice	Montant	Objet
152	2015	154.29 €	Restauration scolaire – février, mars, avril et mai 2015
266	2015	65.26 €	Restauration scolaire – juin et juillet 2015
151	2016	53.21 €	Restauration scolaire – mars 2016
187	2016	25.04 €	Restauration scolaire – avril 2016
285	2016	0.20 €	Restauration scolaire – mai, juin et juillet 2016
240	2017	44.66 €	Restauration scolaire juin-juillet 2017

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **DECIDE** d'accepter l'admission en non valeur de ces titres,
- **PRECISE** que cette opération constitue une dépense de fonctionnement à inscrire au compte 6541 du Budget Primitif 2018.

OBJET : RESTITUTION DU DEPOT DE GARANTIE A MME PAPEL ARLETTE – LOGEMENT COMMUNAL SITUÉ 1, PLACE DES BISTANCLAQUES – ANNULE ET REMPLACE LA DELIBERATION N°2018-05-02/002 DU 2 MAI 2018.

Vu le bail du 7 mars 2006 conclu entre la commune de Soucieu-en-Jarrest et Mme PAPEL Arlette portant sur la location d'un appartement communal à usage d'habitation situé 1, place des Bistanclaques,
Vu la lettre de dédite transmise par Mme PAPEL Arlette informant la commune de son départ du logement susvisé,
Vu la délibération n°2018-05-02/002 du Conseil municipal de Soucieu-en-Jarrest du 2 mai 2018 approuvant la non-restitution du dépôt de garantie à Mme PAPEL Arlette suite à son départ de l'appartement qu'elle occupait à titre locatif,

Monsieur le Maire rappelle que le Conseil municipal a approuvé la non-restitution du dépôt de garantie à Mme PAPEL Arlette versée par celle-ci lors de son entrée dans l'appartement communal à usage d'habitation situé 1, place des Bistanclaques.

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal que Mme PAPEL Arlette a depuis lors effectué les démarches nécessaires préalables à son départ de l'appartement auprès des services concernés.

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **DECIDE** de restituer le dépôt de garantie à Mme PAPEL Arlette à hauteur de 440 euros,
- **PRECISE** que la présente délibération annule et remplace la délibération n°2018-05-02/002,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à prendre l'ensemble des mesures administratives et comptables relatives à cette affaire.



ADMINISTRATION GENERALE

OBJET : CONVENTION OPERATIONNELLE ENTRE LA COMMUNE, LA COPAMO ET L'EPORA POUR LE SECTEUR CHATEAU BRUN.

Monsieur le Maire rappelle que l'EPORA est un établissement public national à caractère industriel et commercial chargé de missions de service public.

L'EPORA est compétent, dans le cadre des dispositions de l'article L. 321-1 du Code de l'urbanisme et de son décret constitutif n° 98-923 du 14 octobre 1998 modifié, pour procéder à toutes acquisitions foncières et toutes opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement.

L'action foncière de l'EPORA doit être focalisée sur la promotion d'un développement économe en espace, tout en garantissant une mixité fonctionnelle et sociale.

C'est dans ce cadre que la Commune a fait appel à cet établissement public pour le projet Château Brun.

L'opération Château Brun étant désormais en phase opérationnelle, il convient de déterminer les modalités de la coopération publique entre la Commune, la COPAMO et l'EPORA, pour la réalisation de leurs missions respectives.

Il est ainsi proposé aux membres du Conseil Municipal d'examiner et d'approuver la convention opérationnelle entre la Commune, l'EPORA et la COPAMO.

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** la convention,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention ainsi que tous les documents y afférents dont les avenants.

OBJET : APPROBATION DE LA CONVENTION POUR L'OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT ET DE RENOUVELLEMENT URBAIN (OPAH-RU), VALANT OPERATION DE REVITALISATION DES CENTRES-BOURGS ET DE DEVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES COMMUNES DE MORNANT ET SOUCIEU-EN-JARREST.

Monsieur Gérard Grange, Adjoint au Maire, expose :

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 303-1, L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

Vu le règlement général de l'Anah,

Vu la circulaire n°2002-68/UHC/IUH4/26 relative aux opérations programmées d'amélioration de l'habitat et au programme d'intérêt général, en date du 8 novembre 2002,

Vu le plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD), du Rhône 2016-2021, approuvé le 27 mai 2016 par la commission permanente du Département du Rhône,

Vu le Schéma de Cohérence Territorial, adopté par délibération du comité syndical du Syndicat de l'Ouest Lyonnais, le 2 février 2011,
 Vu le Programme Local de l'Habitat de la Communauté de communes du Pays Mornantais adopté par délibération du conseil communautaire le 8 juillet 2014,
 Vu le Protocole Régional Revitalisation des centres-bourgs, revitalisation du centre-bourg de Mornant adopté par délibération du bureau communautaire du 8 décembre 2015,
 Vu la Charte d'engagements réciproques COPAMO-Mornant-Soucieu-en-Jarrest pour le projet de revitalisation urbaine adoptée par délibération du conseil communautaire le 27 octobre 2015,
 Vu le Plan Local de l'Urbanisme de Mornant, adopté par délibération du conseil municipal le 27 juillet 2015,
 Vu le Plan Local de l'Urbanisme de Soucieu-en-Jarrest, adopté par délibération du conseil municipal le 22 janvier 2007,
 Vu l'avis favorable de la Commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH) du Rhône, en application de l'article R. 321-10 du code de la construction et de l'habitation, en date du 31 mai 2018,
 Vu l'avis favorable du délégué de l'Anah dans la Région en date du 30 mai 2018,
 Vu la consultation de la DREAL en date du 26 février 2018,
 Vu la mise à disposition du public du projet de convention du 19 juin au 21 juillet 2018,

Considérant le travail partenarial mené depuis trois ans, grâce au soutien du Sous-Préfet dans le cadre du Protocole Régional de revitalisation du centre-bourg de Mornant et de la Charte d'engagements réciproque COPAMO-Mornant-Soucieu-en-Jarrest,

Considérant le projet de convention d'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain, valant Opération de revitalisation des centres-bourgs et de développement territorial, pour Mornant et Soucieu-en-Jarrest précisant les éléments suivants :

- La durée de la convention d'une durée de cinq ans (2018-2023),
- Les trois périmètres d'intervention avec une action renforcée sur l'habitat en cœur des bourgs,
- Les objectifs de la démarche de revitalisation des centres-bourgs de Mornant et Soucieu-en-Jarrest,
- Les projets prioritaires en matière d'équipements publics, de commerces, d'espaces publics, de patrimoine, d'environnement et d'habitat pour les centres-bourgs,
- Le dispositif d'amélioration de l'habitat privé avec les mesures et les aides proposées,
- L'organisation de la gouvernance et de l'évaluation du projet,
- Les plans de financements multi-partenariaux,

Considérant les modalités de mise en œuvre de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain précisées dans les règlements d'intervention pour l'octroi des aides,

Le Conseil municipal est invité à :

- approuver la convention d'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain (OPAH-RU), valant opération de revitalisation du centre-bourg et de développement du territoire - Pour les communes de Mornant et Soucieu-en-Jarrest, conclue entre la Préfecture de Région, l'ANAH COPAMO, la commune de Mornant, la commune de Soucieu-en-Jarrest, la SACICAP Procvivis, Action Logement Services, et la Caisse des Dépôts et Consignations,
- approuver les montants prévisionnels d'engagement pour l'OPAH-RU,
- approuver les règlements d'intervention des aides financières de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain (OPAH-RU),
- autoriser Monsieur le Maire à signer toutes pièces afférentes.

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** le projet de convention portant sur l'opération programmée d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain, valant opération de revitalisation et de développement territorial, pour les centres-bourgs de Mornant et Soucieu-en-Jarrest,
- **APPROUVE** les montants prévisionnels d'engagement pour le volet habitat,
- **APPROUVE** les règlements d'intervention des aides financières du volet habitat,

- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention correspondante et tous documents relatifs à la mise en œuvre de ce dispositif.

OBJET : MARCHE DE RESTAURATION SCOLAIRE / CHOIX DU PRESTATAIRE.

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal que la commune a lancé au cours du mois d'avril 2018 un appel d'offres pour le renouvellement du marché de restauration du groupe scolaire des Chadrillons.

Ce marché prendra effet le lundi 1^{er} septembre 2018. Il est conclu pour une année scolaire avec possibilité de reconduction expresse à la date anniversaire. Ce marché pourra être reconduit 3 fois, soit une durée maximale de 4 ans.

La Commission d'Appel d'Offres qui s'est réunie le 18 juin dernier a examiné la seule candidature reçue, celle du prestataire actuel RPC.

Ce candidat répond aux différents critères du cahier des charges, notamment en ce qui concerne le respect de la saisonnalité des produits et l'introduction d'une composante Bio par repas (soit 20% de produits Bio chaque jour).

Les prix proposés par repas sont les suivants :

- ⇒ Enfants (maternelles et élémentaires) : 2.53 € TTC (conforme au coût actuel de la prestation)
- ⇒ Adultes : 2.53 € TTC (le coût actuel est de 2.74 € TTC).

La Commission d'Appel d'Offres propose de retenir cette candidature.

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés, DECIDE :

- **D'APPROUVER** le choix de la Commission d'Appel d'Offres de retenir la société RPC pour la réalisation de la prestation repas du groupe scolaire des Chadrillons,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer le marché de restauration scolaire avec la société RPC ainsi que les documents afférents,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à engager l'ensemble des mesures administratives et comptables s'y rapportant.

OBJET : CONVENTION POUR LA FOURNITURE PAR LE SITOM SUD-RHONE DE TROIS SILOS ENTERRES DESTINES A LA PLACE DU PLANIL.

Monsieur Michel JARICOT, Adjoint au Maire, informe le Conseil municipal que dans le cadre du programme d'équipement en silos enterrés conduit par le SITOM Sud-Rhône en partenariat avec la COPAMO, la Commune a la possibilité de bénéficier d'un nouveau lot de trois silos enterrés.

Pour des raisons liées au nombre d'habitants du secteur, le site de la place du Planil (ancien lavoir) a été identifié pour l'installation de ces silos.

Afin de finaliser ce projet, le SITOM Sud-Rhône propose à la Commune et à la COPAMO de signer une convention reprenant les obligations de chacun liées à cette opération :

- Le SITOM s'engage ainsi à fournir, organiser la livraison du matériel et superviser les aspects techniques,
- La Commune s'engage notamment à réaliser les travaux de génie civil nécessaires à l'accueil des cuves,
- La COPAMO s'engage à accompagner, si besoin, cette opération.

Le projet de convention est soumis à l'approbation des membres du Conseil Municipal.

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** la convention,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager l'ensemble des mesures administratives et comptables s'y rapportant.

Mme Véronique LACOSTE, Adjointe au Maire, précise qu'une réunion de riverains se tiendra le vendredi 20 juillet prochain à 18h place du Planil.

OBJET : SITOM - APPROBATION DU RAPPORT D'ACTIVITE 2017.

Mme Véronique LACOSTE, Adjointe au Maire, rappelle que le SITOM transmet à chaque commune membre son rapport annuel. Il revient ensuite à chaque Conseil municipal d'étudier et d'approuver ledit rapport.

Les principaux éléments de ce rapport sont exposés comme suit :

- La tendance générale de production des déchets reste stable depuis 2016,
- Les habitants ont produit 1,8 kgs de verre par habitant en plus et près de 2 kgs d'emballages et papiers en moins,
- Les ordures ménagères résiduelles sont en légère hausse pour les tonnages de la COPAMO, contrairement à la CCVG et le CCPO où une baisse est constatée,
- Une collecte sélective qui stagne : 86,30 kgs/hab. en 2015 et en 2014,
- Le coût de collecte et du traitement des ordures ménagères est de l'ordre de 60 €/hab.,
- Le bilan financier est équilibré sans augmentation des participations.

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés, APPROUVE le rapport annuel 2017 du SITOM.



PERSONNEL COMMUNAL

OBJET : PERSONNEL COMMUNAL. ADHESION A LA MISSION DE MEDIATION PREALABLE OBLIGATOIRE EN MATIERE DE LITIGES DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE PROPOSEE PAR LE CDG69.

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relative à la fonction publique territoriale, et notamment son article 25,

Vu la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIème siècle, notamment son article 5,

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux Centres de Gestion institués par la loi n°84-53 modifiée,

Vu le décret n°2018-101 du 16 février 2018 portant expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique et de litiges sociaux,

Vu l'arrêté en date du 2 mars 2018 relatif à l'expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique,

Vu le projet de convention d'adhésion à la mission de médiation préalable obligatoire.

Monsieur Bruno ROBIN, Adjoint au Maire, expose que la loi de modernisation de la justice du XXIème siècle du 18 novembre 2016 a prévu, à titre expérimental et pour une durée de quatre ans maximum, que les recours contentieux formés par les fonctionnaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics, à l'encontre d'actes relatifs à leur situation personnelle, peuvent faire l'objet d'une médiation préalable obligatoire.

La médiation peut être définie comme « tout processus structuré, quelle qu'en soit la dénomination, par lequel deux ou plusieurs parties tentent de parvenir à un accord en vue de la résolution amiable de leurs différends, avec l'aide d'un tiers, le médiateur, choisi par elles ou désigné, avec leur accord, par la juridiction » (article L.213-1 du Code de justice administrative).

Par arrêté ministériel en date du 2 mars 2018, le CDG 69 a été désigné médiateur compétent pour les collectivités et établissements publics relevant du département du Rhône et de la Métropole de Lyon.

Il appartient aux collectivités qui souhaitent expérimenter la médiation préalable obligatoire, de confier au Centre de Gestion désigné médiateur, cette mission de médiation, au titre de la mission de conseil juridique prévue au premier alinéa de l'article 25 de la loi du 26 janvier 1984.

Les agents des collectivités adhérentes à la mission devront obligatoirement faire précéder d'une médiation les recours contentieux qu'ils souhaiteront engager à l'encontre des seules décisions visées à l'article 1 du décret n°2018-101 du 16 février 2018 portant expérimentation d'une procédure de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique territoriale.

La médiation préalable devra être exercée par l'agent dans le délai de recours contentieux et il appartiendra aux employeurs concernés d'informer les intéressés de cette obligation et de leur indiquer les coordonnées du médiateur compétent.

Cette expérimentation est mise en œuvre à l'égard des décisions intervenues à compter du 1er avril 2018. Les collectivités et établissements publics intéressés doivent confier au centre de gestion la mission de médiation préalable obligatoire avant le 1er septembre 2018.

Une convention jointe au projet de délibération doit également être signée entre le CDG 69 et la collectivité ou l'établissement intéressé avant cette date.

Pour les collectivités affiliées, comme la commune de Soucieu en Jarrest, le coût de ce service sera intégré à la cotisation additionnelle versée par les employeurs.

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés, DECIDE :

- **D'APPROUVER** l'adhésion à la mission de médiation préalable obligatoire en matière de litiges de la fonction publique territoriale proposée par le CDG 69, médiateur compétent dans le cadre de l'expérimentation nationale,
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention correspondante avec le CDG 69.

OBJET : PERSONNEL COMMUNAL. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS. CREATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS.
--

Monsieur Bruno ROBIN, Adjoint au Maire, expose :

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant,

Considérant que la commune peut recruter temporairement des agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs sur le fondement de l'article 3 1° de la loi du 26 janvier 1984,

Considérant le surplus d'activité actuel sur le pôle enfance et à l'entretien des bâtiments, et notamment les emplois d'animateur et d'agent de restauration, pour l'année scolaire 2018/2019,

Il est proposé au Conseil municipal de délibérer sur la création de dix-huit emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité ouverts à tous les grades des cadres d'emplois des adjoints d'animation et des adjoints techniques.

Ces dix-huit emplois à temps non complet seront créés à partir du 27 août 2018 jusqu'au 7 juillet 2019, sur des grades d'adjoint technique ou adjoint d'animation, pour exercer les fonctions d'animateur, d'agent de restauration ou d'agent d'entretien, pour un volume d'heures total maximum de 250 heures hebdomadaires sur le temps scolaire et 50 heures hebdomadaires sur le temps de vacances scolaires.

Monsieur le Maire sera chargé de la constatation des besoins concernés ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats selon la nature des fonctions et de leur profil

Le Conseil municipal, ouï cet exposé, et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **DECIDE** de la création à compter du 27 août 2018 de dix-huit emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activité dans les conditions exposées ci-dessus,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à engager l'ensemble des mesures administratives et comptables s'y rapportant.
- **DIT** que les crédits correspondants sont inscrits au budget.

OBJET : PERSONNEL COMMUNAL. MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS.

Monsieur Bruno ROBIN, Adjoint au Maire, expose :

Suite à des départs (retraite, mutation,...), à des avancements de grades et à la réorganisation de certains services, notamment techniques et pôle enfance, il convient de remettre à jour le tableau des effectifs.

Vu l'avis favorable du Comité technique du CDG69 en date du 12 juin 2018,

Vu la saisie du Comité technique du CDG69 pour la modification de temps de travail d'un poste d'adjoint technique à temps non complet (de 13h30 à 15h00 hebdomadaires),

Il est proposé :

- Dans la filière administrative, de supprimer à compter du 15 juillet 2018 :
 - . le poste d'adjoint administratif à temps complet, créé par délibération du 26/06/2017,
 - . le poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, à temps non complet (27h30 hebdomadaires), créé par délibération du 02/07/2012,
 - . le poste d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe, à temps complet, créé par délibération du 27/01/2014.
- Dans la filière animation :

- De supprimer, à compter du 1^{er} septembre 2018, le poste d'adjoint d'animation à temps non complet (31h00 hebdomadaires), créé par délibération du 25/09/2017,
 - De modifier, à compter du 15 juillet 2018 :
 - . le poste d'adjoint d'animation à temps non complet (25h30 hebdomadaires), créé par délibération du 10/10/2016, qui passerait à 21h15 hebdomadaires,
 - . le poste d'adjoint d'animation à temps non complet (14h00 hebdomadaires), créé par délibération du 15/12/2014, qui passerait à 13h30 hebdomadaires.
 - De modifier, à compter du 1^{er} septembre 2018, le poste d'adjoint d'animation principal 2^{ème} classe, à temps non complet (17h45 hebdomadaires), créé par délibération du 23/01/2017, qui passerait à 18h45 hebdomadaires.
 - De créer, à partir du 16 août 2018, un poste d'animateur, à temps complet.
- Dans la filière technique :
 - De supprimer, à compter du 15 juillet 2018 :
 - . le poste d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe à temps complet, créé par délibération du 27/01/2014,
 - . le poste d'adjoint technique à temps non complet (26h15 hebdomadaires), créé par délibération du 12/12/2011,
 - De supprimer à compter du 1^{er} septembre 2018, le poste d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe à temps complet, créé par délibération du 16/02/2009
 - De modifier, à compter du 1^{er} septembre 2018, le poste d'adjoint technique, à temps non complet (6h30 hebdomadaires), créé par délibération du 24/05/2004, qui passerait à 7h00 hebdomadaires.
 - De modifier, à compter du 1^{er} octobre 2018, le poste d'adjoint technique, à temps non complet (13h30 hebdomadaires), créé par délibération du 14/12/2015, qui passerait à 15h00 hebdomadaires.
 - De créer, à compter du 1^{er} septembre 2018 :
 - . un poste d'adjoint technique, à temps non complet (20h30 hebdo),
 - . un poste de technicien, à temps complet.
 - Dans la filière médico-sociale :
 - De supprimer, à compter du 15 juillet 2018 :
 - . le poste d'ATSEM principal de 2^{ème} classe, à temps non complet (30h00 hebdomadaires), créé par délibération du 14/12/2015,
 - . le poste d'ATSEM principal de 2^{ème} classe, à temps non complet (33h00 hebdomadaires), créé par délibération du 15/12/2014,
 - . le poste d'ATSEM principal de 2^{ème} classe, à temps non complet (25h30 hebdomadaires), créé par délibération du 21/03/2016.
 - De modifier, à compter du 1^{er} septembre 2018 :
 - . le poste d'ATSEM principal 1^{ère} classe à temps non complet (25h30 hebdomadaires), créé par délibération du 05/02/2018, qui passerait à 27h00 hebdomadaires.
 - . le poste d'ATSEM principal 1^{ère} classe à temps non complet (30h00 hebdomadaires), créé par délibération du 05/02/2018, qui passerait à 28h00 hebdomadaires.

. le poste d'ATSEM principal 1^{ère} classe à temps non complet (33h00 hebdomadaires), créé par délibération du 05/02/2018, qui passerait à 31h00 hebdomadaires.

- De créer, à compter du 1^{er} septembre 2018, un poste d'ATSEM principal 2^{ème} classe, à temps non complet (28h00 hebdomadaires).

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés, **APPROUVE** les modifications proposées ci-dessus.



VIE ASSOCIATIVE

OBJET : ITINERANCE VTT/VALIDATION DES TRACES DU GRAND TOUR DES MONTS DU LYONNAIS PROPOSES PAR LE DEPARTEMENT DU RHONE.

Monsieur Bruno ROBIN, Adjoint au Maire, expose :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L. 361-1 du code de l'environnement,

Vu les articles L. 161-1 à L. 161-13 du code rural et de la pêche maritime, notamment son article L. 161-2,

Vu l'article L. 311-3 du code du sport,

Vu la circulaire du 30 août 1988 relative aux plans départementaux de promenade et de randonnée, notamment son III,

Vu la délibération n° 016 du Conseil Départemental du Rhône du 25 mai 2018 relative au sport de nature – itinérance VTT présentant la création de deux parcours départementaux VTT en itinérance devant bénéficier d'un balisage spécifique, visible et adapté à la pratique du vélo tout terrain,

Considérant que ce projet de création d'itinérance VTT sert l'intérêt du territoire,

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés :

- **APPROUVE** le tracé du Grand Tour des Monts du Lyonnais à VTT tel qu'il est reporté en bleu sur la carte annexée à la délibération correspondante, sous réserve, le cas échéant, de la signature des conventions de passage avec les propriétaires concernés,
- **ACCEPTE** l'implantation du jalonnement VTT et l'équipement signalétique tel qu'il est reporté sur la carte, le Département du Rhône en assurant la mise en œuvre et l'entretien,
- **S'ENGAGE** à informer le département du Rhône (Direction Sport, Randonnées et Vie Associative) de tous les projets de travaux ou voies communales sur le tracé,
- **S'ENGAGE** à entretenir et à maintenir ouverts au public VTT les chemins concernés.



CIMETIERE

OBJET : REPRISE DE CONCESSIONS EN ÉTAT D'ABANDON.

Monsieur Michel JARICOT, Adjoint au maire, rappelle que la possibilité pour une commune de reprendre des concessions en mauvais état et en état d'abandon est prévue par le Code général des collectivités territoriales aux articles L.2223-17 et L.2223-18 et, pour la partie réglementaire, aux articles R.2223-12 et R.2223-23.

En effet, si par la négligence du concessionnaire ou de ses successeurs, par la disparition de la famille, il arrive que le terrain concédé revête cet aspect lamentable et indécent qui donne au cimetière un aspect de ruine

outrageant pour tous ceux qui y reposent, la commune peut, à bon droit, reprendre le terrain. La procédure de reprise des concessions est longue et difficile.

Une telle procédure a été engagée dans notre commune le 29 septembre 2014 et vise 30 concessions. L'aspect d'abandon total a été reconnu pour ces dernières conformément aux dispositions susvisées. La publicité, conformément à ces mêmes dispositions, a été largement effectuée, et notamment par des plaquettes apposées sur ces concessions indiquant à tout public qu'elles faisaient l'objet d'une procédure de reprise.

Trois années après le premier constat, un nouveau procès-verbal était rédigé le 19 avril 2018 pour les concessions ayant conservé, ou non, l'aspect d'abandon.

Toutes les conditions requises en pareil cas, prévues par les lois et règlements, ont été rigoureusement respectées.

Le Conseil Municipal, ouï cet exposé et après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents ou représentés, DECIDE :

- que les concessions en état d'abandon figurant sur la liste annexée à la délibération associée seront reprises par la commune,
- qu'un arrêté municipal prononcera leur reprise,
- que les terrains ainsi libérés seront mis en service pour de nouvelles concessions.

Séance levée à 21h50

Fait à Soucieu-en-Jarrest, le 13/07/2018

Bernard CHATAIN,
Maire

